

L'Ukraine : un pont entre la Russie et l'Union Européenne

Le sujet de la session – « L'espace post-soviétique entre la Russie et l'Europe » – où s'inscrit ce panel me paraît fondamental à plusieurs titres.

Il s'agit d'une région de l'Europe que l'Histoire a placée dans une situation « frontalière » dont les bouleversements ont révélé le caractère sensible et fragile.

Dans la restructuration, toujours en cours, de l'Europe après un XXème siècle fertile en conflits cruels, cette région est appelée à jouer un rôle crucial en vue de la construction d'une sécurité dans un monde en plein changement et rendu dangereux de ce fait.

Dans ce qui suit, je me limiterai à l'**Ukraine**, même si certaines de ces réflexions s'appliquent à l'ensemble de la zone.

Pour ce faire, je partirai de l'une des conclusions que je retiens d'une précédente rencontre organisée à Kiev en avril dernier¹ par l'Institute for Eastern Studies (plus connu sous le label des manifestations organisées sous le sigle « Forum de Krynica »).

Tout d'abord, le contexte de la sécurité en Europe. Celui-ci a changé. Acte a été pris d'une dérive des préoccupations géopolitiques des **États-Unis** de l'Europe vers l'Asie. On pourrait dire encore : de l'Atlantique vers le Pacifique.

Depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale, la sécurité de l'Europe de l'Ouest a été conçue sous l'ombrelle des **États-Unis**. Aucun système de sécurité ne pouvait être imaginé sans une participation – une présence physique, même – des **États-Unis** en Europe de l'Ouest, comme le montre éloquemment la philosophie de la construction et le fonctionnement du **NATO**.

La fin de la « Guerre froide » entre l'Est et l'Ouest de l'Europe, dont la « Chute du Mur de Berlin » a été la manifestation la plus symbolique, portait en germe la caducité de ce système de sécurité.

Dans un premier temps, au cours des années **1990** et **2000**, le système sécuritaire ancré sur les **États-Unis** d'Amérique et concrétisé dans le **NATO** a paru continuer à fonctionner et a orienté, de

¹ 4th Europe-Ukraine Forum, Kiev, 26-28 avril 2010.

façon plus ou moins explicite, les actions de l'Occident à l'égard des nouveaux partenaires de l'Est du Continent européen.

Ceci est vrai, tant du point de vue économique que politique, ce dont témoignent les processus de recherche de l'élargissement du **NATO** et de l'Union Européenne au cours de cette période. Reconnaissons que l'arrimage au **NATO** – et aussi à l'Union Européenne – du maximum de nouveaux venus de l'Est de l'Europe paraissait alors le principe fondateur du renforcement de la sécurité à l'Ouest de celle-ci.

En particulier, du point de vue économique, la manière dont a été conçue ce que l'on a appelé la « Transition » et la rapidité – a priori peu vraisemblable – avec laquelle celle-ci a été accomplie reflètent bien cette volonté d'arrimer, au plus près et au plus vite, la partie orientale du continent européen à l'ensemble occidental « atlantique » constitué par les **États-Unis** et l'Europe de l'Ouest. Remarquons au passage que cette volonté d'arrimage au plus près et au plus vite, en quelque sorte par la méthode de la « Table rase » sur le plan économique, a biaisé considérablement la façon dont la Transition a été conçue. Apparemment avec succès, si l'on considère l'intégration effective de **10** pays dans l'Union Européenne, mais au prix de destructions d'actifs économiques et de souffrances infligées aux populations que l'on aurait sans doute pu éviter si l'on avait eu le souci de conserver certaines caractéristiques socio-économiques et culturelles des nouveaux venus en prenant le temps d'une adaptation progressive au nouveau contexte. Ceci contraste, d'ailleurs, avec la méthode adoptée par les **États-Unis** au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale par les **États-Unis** dans le cadre du « Plan Marshall » qui se caractérisait par un grand respect des spécificités des pays européens « aidés ». Notons encore que, dans le processus suivi pour la « Transition », renforcement de la sécurité et passage à l'économie de marché telle qu'elle était pratiquée à l'Ouest (une autre « économie de marché » était mise en œuvre par la Hongrie) étaient considérés comme intimement liés, au point qu'un échec du second paraissait de nature à compromettre le premier. François Mitterrand, en son temps, avait bien compris les inconvénients et les risques d'une intégration trop rapide des pays issus du système soviétique dans l'Union Européenne. C'est pourquoi, il a proposé son projet de « Grande Confédération » sur lequel il n'a pas été suivi.

Notons aussi, au passage, que ce que l'on peut qualifier d'échec de la transition imposée par les organismes et les conseillers occidentaux à la **Russie** au cours des années **90** peut s'expliquer par cette volonté d'arrimer l'Est du continent au plus vite, ici, sur le plan économique au mode de vie et de fonctionnement de l'Occident. Dans ce cas, le morceau était trop gros à avaler. La Russie n'était manifestement pas prête à faire un passage aussi brusque et aussi rapide, ce qui a conduit à l'effondrement de **1998** et à la nécessité de la reprise en main que l'on sait. Je peux ajouter que,

rétrospectivement, je considère, même avec ses lacunes et ses imperfections, le « Programme des **500 jours** » élaboré sous la direction de **Stanislav CHATALINE**, comme beaucoup plus approprié.

Si l'on en vient maintenant à l'**Ukraine**, on peut dire que les difficultés qui ont suivi la « Révolution Orange » ont eu les mêmes causes. **La volonté de l'Occident d'arrimer l'Ukraine à son système était trop brutale et mésestimait les caractéristiques spécifiques à ce pays.**

Donc, le contexte a changé. Le principe de la sécurité en Europe fondé sur l'arrimage très étroit au vaisseau américain est maintenant pris en défaut avec l'éloignement de celui-ci vers l'Asie. Comme il en a été pris acte à Kiev en avril, **la sécurité européenne doit être repensée par les européens.** Et elle ne peut l'être sans la participation de la **Russie**. Dans ce nouveau contexte, l'**Ukraine** doit être conçue comme un « **pont** », un pays situé à une place névralgique pour aider à construire et mettre en œuvre un **nouveau concept de la sécurité européenne**. En cela, elle sera aidée par le processus en cours de réchauffement des relations entre la **Pologne** et la **Russie**, dont témoigne un récent colloque organisé par l'IFRI à Paris.² Telle paraît être l'une des principales vocations de l'**Ukraine** au cours des années à venir. C'est ce que je vais m'efforcer de développer en conclusion.

Tout d'abord, je voudrais dire que je propose un éclairage optimiste des récents événements qui se sont produits dans ce pays. Plutôt que de se lamenter comme certains sur ce qu'ils qualifient d'échec de la **Révolution Orange**, je préfère y voir un pas positif. Ce qui a suivi la Révolution Orange peut être interprété comme une tentative de « marche forcée », ressentie par la **Russie** comme hostile à son égard, vers l'intégration de l'**Ukraine** dans le **NATO** et l'Union Européenne. L'expérience a montré que ce pays n'était pas prêt pour cela. Le dualisme qui le caractérise, du fait de l'alliance en son sein d'une partie occidentale partageant avec d'autres pays des Carpates l'héritage de l'empire austro-hongrois et d'une partie orientale russophone très attachée à la **Russie**, rendait cette tentative excessivement difficile. Les tensions entre les dirigeants issus de la Révolution Orange sur la meilleure manière de la mener ont fait le reste.

Après les nouvelles élections et les décisions qui ont suivi – notamment le report à un horizon lointain du règlement définitif des problèmes légués par la décision prise par **Nikita KHROUCHTCHEV** de lui rattacher la presqu'île de Crimée avec la base navale qui lui est liée –, l'**Ukraine** a pu grandement apaiser les craintes de son voisin russe de la voir s'éloigner d'elle. Et le rapprochement des deux pays a apaisé les tensions qui résultaient des négociations sur le prix du gaz.

L'**Ukraine** peut, dès lors, se consacrer aux tâches qui l'attendent et qui sont, pour elle, prioritaires.

² A L'EST DU NOUVEAU La réconciliation polono-russe et ses conséquences. **23 septembre 2010.**

Sur le plan intérieur, elle peut se consacrer, d'une part, à la consolidation d'une démocratie durement éprouvée par les tensions qui la tenaillaient et les **luttres de clans** qui en rendaient quasiment impossible la mise en œuvre, d'autre part, à la stabilisation et la modernisation d'une économie encore **très dépendante des puissantes industries métallurgiques de sa partie orientale**. Ce faisant, elle pourra plus sereinement échapper aux diktats des « **docteurs en transition et en intégration européenne** », prendre du recul par rapport aux débats qui agitent l'Union Européenne, trouver la voie qui convient le mieux à son économie et œuvrer à la valorisation de ses atouts industriels et agricoles qui sont grands.

Comme le lui a suggéré, à Kiev, en avril, le précédent ministre des affaires étrangères de **Hongrie**, **Peter BALAZS**, elle doit se considérer comme libre de choisir ses alliances économiques au mieux de ses intérêts et passer des accords libre échange avec l'Union Européenne (poursuivant le processus en cours de négociation) ou avec la **Russie** et ses partenaires, voire avec les deux (comme le **Mexique** avec les **États Unis**, d'une part, le Mercosur, d'autre part).

La nouvelle donne place donc – j'y reviens – l'**Ukraine** en position idéale pour jouer le rôle d'un « pont » entre l'Union européenne et la **Russie**, comme le suggérait de façon prémonitoire, dès mai **2009**³, **Bernard GUETTA** (ici présent) à Bucarest. Elle pourra ainsi contribuer de façon essentielle, comme l'indiquait l'un des intervenants ukrainiens à Kiev en **avril 2010**, à la conception et la mise en œuvre de l'architecture de la sécurité de l'Europe dans le contexte d'aujourd'hui.

Ce faisant, elle pourra s'associer à l'effort entrepris par la **Pologne** et la **Russie** pour se mieux connaître et comprendre et, au-delà, rapprocher l'Union Européenne et la **Russie**, en imaginant le type de partenariat que le monde nouveau et agité de soubresauts exige à cet égard.

Jean-Pierre PAGÉ

Analyste économique et politique

Jean-Pierre PAGÉ économiste, ancien élève de l'École nationale de la statistique et de l'Administration économique (ENSAE), après une carrière de haut fonctionnaire, s'est spécialisé dans l'étude de l'Europe de l'est. Il est consultant au [Centre d'études et de recherches Internationales \(CERI-Sciences Po\)](#) où il dirige la publication du "Tableau de bord des pays d'Europe centrale et orientale".

³ Lors d'un Forum Europe-Russie, organisé à Bucarest, du **25 au 27 mai 2009**, par l'Institute for Eastern Studies.